

Doc. 10810

24 janvier 2006

Garantir l'emploi pour les jeunes en Europe : un impératif pour notre avenir commun.

Proposition de résolution

présentée par Mme Zapfl-Helbling et plusieurs de ses collègues

La présente proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

1. Les agitations sociales qui ont récemment touché la France, impliquant pour l'essentiel des jeunes, sont le signe que, dans toute l'Europe, une bonne partie de notre société peine à s'adapter aux exigences pesant sur nos économies en cette époque de mondialisation de plus en plus rapide. Dans bon nombre de pays, les politiques économiques et sociales suivies jusqu'ici – qui avaient élaborées en des temps désormais révolus où la croissance était relativement aisée et où l'on croyait en l'invulnérabilité de l'Etat-providence – ne fonctionnent plus dans une économie mondiale où de plus en plus d'économies en émergence, en tant que sites de recherche, d'investissement et d'emploi, et donc de croissance économique, concurrencent les pays industrialisés de longue date.

2. Cette situation appelle à une refonte en profondeur des politiques économiques et sociales traditionnelles dans plusieurs pays européens, en particulier ceux où l'approche traditionnelle se montre particulièrement résistante au changement. Il importe de rendre les marchés de l'emploi plus flexibles et plus ouverts aux jeunes, au point même d'envisager – pour les pays à forte immigration, par exemple - le recours à la « discrimination positive ». Des programmes spécifiques d'éducation doivent être lancés en faveur des jeunes dont la scolarité ou la formation sont insuffisantes. Dans chaque pays, mais aussi au niveau de l'UE, la bureaucratie doit être réduite au minimum pour le démarrage et la croissance des entreprises. La recherche et développement doit être renforcée, dans une approche associant en étroite symbiose les universités et la sphère économique.

3. Le chômage des jeunes particulièrement bas dans certains Etats membres du Conseil de l'Europe tels que le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark et la Suisse, par rapport à d'autres, montre qu'il est possible de progresser. Il est essentiel que les méthodes et politiques suivies par ces pays puissent servir de modèles aux autres, et que des politiques innovantes ne soient pas étouffées dans l'œuf du fait, par exemple, des tendances à une uniformisation excessive de l'UE. La jeunesse représente l'avenir, pour que le développement économique se poursuive en Europe. Pour la paix sociale et la stabilité politique, il est crucial que nous réussissions à intégrer nos jeunes dans le monde du travail.

Signé (voir au verso)

Signé¹:

ZAPFL-HELBLING, Rosmarie, Suisse, PPE/DC
BİLGEHAN, Gülsün, Turquie, SOC
DAMANAKI, Maria, Grèce, SOC
FAUTRIER, Catherine, Monaco, PPE/DC
GULIYEVA, Aynur, Azerbaïdjan, ADLE
HAUPERT, Norbert, Luxembourg, PPE/DC
JAZŁOWIECKA, Danuta, Poland, PPE/DC
MELČÁK, Miloš, République tchèque, SOC
NEGELE, Gebhard, Liechtenstein, EPP/CD
PEHLIVAN, Fatma, Belgique, SOC
PERICLEOUS PAPADOPOULOS, Antigoni, Chypre, ADLE
SCHREINER, Bernard, France, PPE/DC

¹ SOC: Groupe socialiste
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe des démocrates européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
NI: non inscrit dans un groupe